

Vers une société contributive de pair à pair – 3

Et si le pair-à-pair devenait le modèle et le moteur d'une nouvelle organisation sociale ? – Troisième volet de la réflexion de Michel Bauwens ([si vous avez raté le début, c'est par ici](#)).

Si vous souhaitez lire l'ensemble en un seul fichier, cliquez sur le lien ci-dessous (pdf 312 Ko)

[bauwens-P2P](#)

Source : [Blueprint for P2P Society par Michel Bauwens](#)

Traduction Framalang : Fabrice, goofy, jums, Delaforest, mo, avec l'aimable contribution de Maïa Dereva.

4. Vers un État partenaire

Pouvons-nous alors imaginer une nouvelle sorte d'état ? C'est là qu'entre en scène le concept d'État Partenaire ! L'État Partenaire, [théorisé par le scientifique et politique italien Cosma Orsi¹](#), est une forme d'état qui permet et renforce la création de valeur sociale par ses citoyens. Il protège l'infrastructure de coopération qui est le pilier de la société.

L'État Partenaire peut exister à n'importe quel niveau territorial comme un ensemble d'institutions qui protège le bien commun et permet aux citoyens de créer de la valeur. Il reproduit sur une échelle territoriale ce que les institutions à but lucratif font à l'échelle d'un projet. Pendant que les associations à but lucratif travaillent pour les *commoners* en tant que contributeurs et participants à des projets précis, l'État Partenaire travaille pour les citoyens.

Ceci est nécessaire car, tout comme la « main invisible » du marché est un mythe, la main invisible des communs l'est tout autant. Les *commoners* ont tendance à se sentir concernés par leurs communs, mais non pas par la société dans sa globalité. Cette considération spécifique de la totalité requiert son propre ensemble spécifique d'institutions !

La bonne nouvelle, c'est qu'un tel État Partenaire existe déjà, et nous avons pu le voir en action, au moins sous une forme embryonnaire et locale. Il y a quelques années, j'ai pu visiter la ville française de Brest. Brest n'est pas une belle ville, mais elle se situe dans une région naturelle magnifique. Elle a été bombardée lors de la Seconde guerre mondiale et de nombreux logements sociaux, peu attrayants, ont été construits conduisant à une anomie sociale. Michel Briand, adjoint au maire, ainsi que son équipe d'employés municipaux ont eu une idée brillante : pourquoi ne pas utiliser le virtuel pour améliorer la vie sociale réelle au sein de la ville ?

L'équipe a créé des versions locales de Facebook, YouTube et Flickr, a aidé les associations locales à développer leur présence en ligne, a investi énormément dans la formation et a même construit une vraie bibliothèque où les citoyens pouvaient emprunter du matériel de production. L'un de leur projet a été de redynamiser les vieux « sentiers des douaniers » dans le but d'attirer des foules de randonneurs. Ils ont alors décidé « d'enrichir virtuellement » les chemins de randonnée.

Et c'est ici que l'innovation sociale entre en jeu : le conseil municipal n'a pas effectué cela en se substituant lui-même à l'ensemble des citoyens (à la manière de l'état pourvoyeur), ni en demandant au secteur privé de mener ce projet à bien (privatisation ou partenariat public-privé). Ce qu'il a fait, c'est donner aux équipes locales de citoyens les moyens de créer de la valeur ajoutée.

Cela s'est fait sous différentes formes comme la création de galeries de photos de monuments remarquables, des collections d'histoires orales, et bien d'autres choses. Même « l'enregistrement des chants d'oiseaux » était au programme ! L'État Partenaire c'est cela, à savoir des autorités publiques qui créent le bon environnement et la bonne infrastructure de soutien pour que les citoyens puissent produire, entre pairs, de la valeur dont toute la société bénéficie.

L'État Partenaire stimule une économie locale prospère tout comme des entrepreneurs locaux créent une valeur ajoutée sur le marché et attirent plus de touristes. Michel Briand et son équipe ont travaillé sans relâche « pour le bénéfice des citoyens », améliorant leur capacité à créer de la valeur civique. Évidemment, la connaissance et la culture créées ont constitué des communs dynamiques. Si nous élargissons cela à une échelle nationale voire supra-nationale, nous obtenons un État qui pratique « les biens communs », c'est-à-dire qui promeut les communs et les *commoners* créateurs de valeur.

Il existe bien sûr d'autres exemples qui méritent d'être mentionnés. La région autrichienne de Linz s'est elle-même déclarée région de biens communs. La ville de Naples a créé la fonction d'« assistant du maire pour les biens communs », et San Francisco a créé un groupe de travail afin de promouvoir l'économie collaborative.

Cependant un danger guette ici, illustré par [le programme Big Society](#) au Royaume-Uni qui utilise un langage superficiel similaire d'autonomie et d'action civiques, mais cache une pratique complètement différente, c'est-à-dire qui repose sur une stratégie de continuation de l'affaiblissement de l'État-providence et de ce à quoi il pourvoit. Un État Partenaire ne peut pas se fonder sur la destruction de l'infrastructure publique de coopération.

Cela n'a sûrement pas été l'intention première de Philipp Blond et de sa société orientée vers la société civile dans

son livre [Red Tory](#), mais ce fut certainement ce que le gouvernement de David Cameron a mis en pratique avec la Big Society. La production entre pairs d'une valeur commune requiert une richesse civique ainsi que des institutions civiques puissantes ! Autrement dit, le concept d'État partenaire transcende et inclut le meilleur de l'État providence, c'est-à-dire des mécanismes de solidarité sociale, un niveau élevé d'éducation et une vie culturelle dynamique et soutenue par le public.

Ce que les conservateurs britanniques ont fait, c'est d'utiliser la rhétorique de la Big Society pour tenter d'affaiblir davantage les vestiges de la solidarité sociale et de renvoyer les gens à leur propre sort sans aucun soutien. Ce qui ne leur donnait ni pouvoir ni valorisation, mais plutôt l'inverse.

Alors que la production entre pairs apparaîtra aussi et sans aucun doute comme un moteur de résilience en période de crise, une société réellement prospère fondée sur le bien commun nécessite un État partenaire, c'est-à-dire un réseau d'institutions démocratiques d'utilité publique, qui protège le bien commun à l'échelle territoriale.

5. Une crise des valeurs de l'économie capitaliste

La production entre pairs existe en relation avec une coalition entrepreneuriale qui crée de la valeur marchande en plus des communs. Cependant, la croissance exponentielle dans la création de valeur utilisateur par des publics productifs, ou *producers* [comme Axel Bruns les appelle](#), n'est pas sans créer des problèmes et des contradictions pour l'économie politique actuelle.

En fait, cela crée un énorme problème pour le système capitaliste, mais aussi pour les travailleurs, au sens traditionnel du terme, parce que les marchés sont définis

comme une manière d'allouer des ressources rares. De plus, le capitalisme n'est pas seulement un système d'allocation de la rareté mais en réalité un système de conception de cette rareté. Il ne peut accumuler du capital qu'en reproduisant et augmentant constamment les conditions de rareté. Là où il n'y a pas de tension entre l'offre et la demande, il ne peut y avoir de marché ni accumulation de capital.

Ce que les producteurs entre pairs font, pour le moment principalement dans la sphère immatérielle de production de connaissances, de logiciel et de conception, c'est créer une abondance d'informations facilement reproductibles et un savoir exploitable, qui ne peuvent pas être directement traduits en valeur marchande, car ils ne sont pas du tout rares, mais au contraire, surabondants. Et cette activité est créée par des professionnels de la connaissance, qui sont maintenant *produits* si massivement, que leur surnombre les transforme aussi en travailleurs précaires.

D'où un exode accru des capacités de production, sous la forme d'une production de valeur à usage direct, en dehors du système de monétisation existant, qui n'opère qu'en marge de celui-ci. Dans le passé, lorsque de tels exodes ont eu lieu – les esclaves lors de la décadence de l'Empire romain, ou les serfs lors du déclin du Moyen Âge – c'est précisément à ce moment que les conditions étaient réunies pour des transitions sociétales et économiques de grande ampleur mais aussi fondamentales.

En effet, sans une dépendance de base du capital, des marchandises et du travail, il est difficile d'imaginer une continuation du système capitaliste.

Le problème de la création de valeur d'usage que la collaboration sur Internet a permise, c'est qu'elle contourne complètement ce fonctionnement normal. Le fonctionnement normal de notre système économique voudrait qu'un accroissement de la productivité soit d'une manière ou d'une

autre récompensé, et que ces récompenses permettent aux consommateurs d'en dégager un revenu et d'acheter des produits.

Mais ce n'est plus le cas. Les utilisateurs de Facebook et de Google créent une valeur commerciale pour leurs plateformes, mais uniquement sous une forme indirecte et ils ne sont pas du tout récompensés pour la création de leur propre valeur. Comme ce qu'ils créent n'est pas marchandisé sur le marché des biens rares, il n'y a pas retour sur investissement pour ces créateurs de valeur. Ce qui veut dire que les médias sociaux mettent en lumière une faille importante de notre système.

L'actuelle soi-disant économie de la connaissance est par conséquent une imposture et une chimère, car l'abondance de biens ne fonctionne pas correctement dans l'économie de marché. Pour éliminer la précarité croissante qui attend les travailleurs du monde, y a-t-il une solution à ce casse-tête ?
Pouvons-nous restaurer la boucle de rétroaction qui a été rompue ?

Définition des communs

3. Un système de gouvernance garantissant la soutenabilité du commun

Unisson.co, les communs libres

- Une gouvernance partagée et ouverte à l'ensemble de la communauté des usagers
- Un cadre, des règles, des normes pouvant toujours être remis en cause et adaptés
- Une recette ouverte afin de permettre à d'autres de la copier ou du moins de s'en inspirer
- Une ressource protégée, maintenue par ses usagers-contributeurs

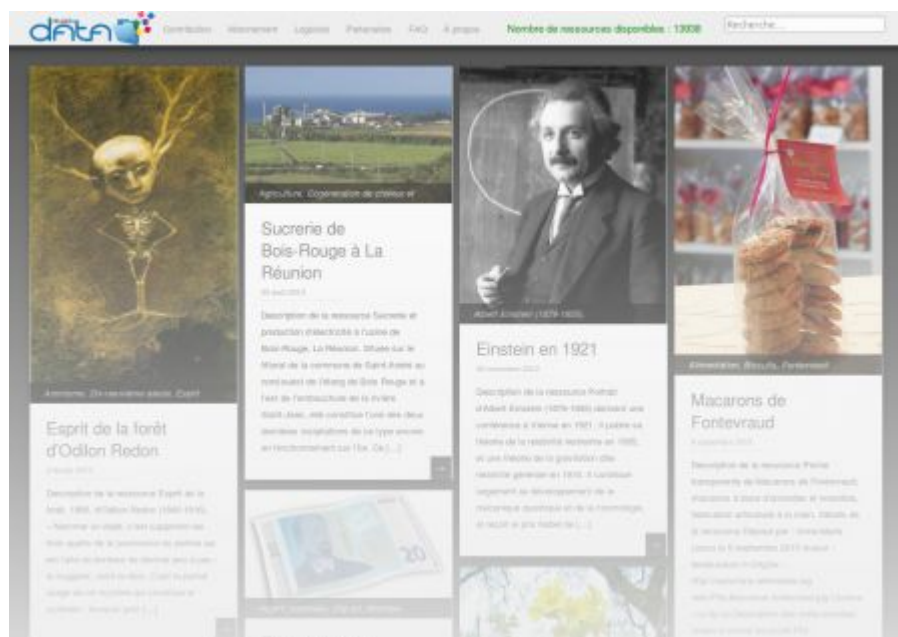


Un exemple de recherche d'une autre gouvernance, par l'Assemblée des communs francophones, image extraite de [ce diaporama](#).

**data.abuledu.org : 14 000
ressources éducatives
libres !**

Cette semaine a été officiellement lancé un projet d'envergure : [Data](#), une bibliothèque numérique de ressources éducatives francophones, forte de 14 000 références, libres et adaptées au quotidien des enseignants. Cette réalisation est le fruit d'un travail de longue haleine (la genèse du projet

remonte à plus de [10 ans](#)) de la société [Ryxéo](#) et de l'association [Abulédu-fr](#), qui a entre autres lancé le site de micro-blogue [Babytwit](#).



Qui peut s'en servir et comment ?

Tout enseignant peut aisément rechercher puis télécharger une ressource depuis le [site dédié](#). Comme celles-ci sont toutes sous licence libre, il n'y a pas de contrainte légale pour leur utilisation en milieu scolaire (et même ailleurs). Pour ceux qui utilisent un tableau interactif, le [plugin](#) pour [Open-Sankoré](#) permettra une utilisation directe de cette bibliothèque dans votre logiciel de TBI favori.

Pourquoi une nouvelle ressource ?

Au premier abord on peut se demander pourquoi créer une nouvelle bibliothèque de ressources quand d'autres plateformes de qualité existent, telles Wikimedia. Les plus-values de Data sont importantes :

- Les ressources disponibles ont toutes été choisies par les contributeurs en fonction de leur intérêt éducatif ;
- Chaque ressource éducative est référencée selon la norme

internationale LOM (Learning Object Metadata), recommandée par le Ministère de l'Éducation Nationale, et accompagnée de champs pédagogiques (les compétences, le niveau du public cible, le domaine d'enseignement, les activités induites...)

- Data regroupe des ressources éducatives sélectionnées dans des banques existantes mais également créées ou traduites spécialement pour cette bibliothèque numérique. Plutôt que de chercher successivement sur plusieurs sites, chaque enseignant peut ainsi trouver plus facilement une ressource adaptée à la séance pédagogique qu'il prépare.

Vous avez envie de participer à ce projet ?

Plusieurs moyens s'offrent à vous.

- Tout d'abord, même si le nombre de ressources est déjà particulièrement conséquent pour un lancement, vous êtes bienvenu-e-s pour collecter ou créer des ressources éducatives libres et [les ajouter](#) à cette base de données. Grâce à un logiciel libre développé spécifiquement et disponible pour [différents systèmes d'exploitation](#), chacun peut contribuer facilement, la communauté AbulÉdu se chargeant de valider les ressources.
- Vous pouvez également aider le projet en créant un serveur-miroir, Data ayant été conçu dès le départ pour être facilement dupliqué.
- Vous remarquerez que data ne comporte aucune publicité. Proposer un tel service a forcément un coût. Vous avez donc la possibilité de soutenir financièrement cette initiative.
<http://data.abuledu.org/wp/ressources-educatives-libres/>
- Afin de permettre une utilisation aisée de ces ressources, data est interfacé avec les [logiciels](#)

[d'AbulÉdu](#). Un plugin pour le logiciel libre pour tableaux interactifs, Open-Sankoré, est en cours de développement. Pour compléter la palette d'outils, il manque actuellement une extension pour les suites bureautiques libres (Apache OpenOffice, LibreOffice et bien sûr OOo4kids). Si un développeur a la compétences et l'envie de la développer, qu'il n'hésite pas à se manifester.

Data est une avancée importante pour tous les enseignants francophones qui créent leurs propres cours, car elle leur offre une bibliothèque de ressources riche, pertinente et référencée. N'hésitez donc pas à en parler autour de vous et à le faire découvrir aux enseignants que vous connaissez (donnez-leur un [petit flyer](#))

Le projet Data est soutenu par l'Organisation Internationale de la Francophonie, le Conseil Régional d'Aquitaine, les associations Framasoft, AFUL, CEMEA La Réunion, Aquinetic, April et ABUL et... peut-être vous.

Sauvons des chatons avec April, Framasoft et Quadrature ! #PackLiberte 2

Châtons-nous de sauver internet ! En décembre, l'April, Framasoft et La Quadrature du Net lancent une nouvelle campagne commune de soutien : [Pack Liberté 2](#).

Ce qui se joue actuellement est vraiment fondamental.



Internet et son esprit libre, *ils* ne l'ont pas vu venir. *Ils* n'y ont rien compris au début. Ça n'était pas sérieux, pas vraiment monétisable. Ça ne les intéressait pour ainsi dire pas, alors *ils* nous ont laissés tranquillement jouer avec.

Et les chatons ont pu s'épanouir, libres et heureux...

Or aujourd'hui la menace plane. *Ils* n'ont pas forcément mieux compris mais ont cependant compris que ça ne leur convient pas et sont en train de tout faire pour lui mettre une muselière.

Mettre une muselière à un chaton, quelle drôle d'idée ! Ça ne peut fonctionner ! Et pourtant *ils* s'entêtent et les chatons se retrouvent en grand danger.

C'est autour de cette symbolique que l'April, Framasoft et La Quadrature du Net vous proposent de les soutenir durant tout le mois de décembre. Il y a un message fort à travailler ainsi en synergie. Il y a surtout une urgence à poursuivre notre travail de promotion et de défense du logiciel libre ainsi que le respect des droits et libertés du citoyen sur internet.

Nous vous savons très sollicités, qui plus est dans un contexte économique difficile. Mais soit vous avez fixé votre calendrier sur celui des Mayas, et alors c'est le bon moment pour aborder la fin du monde les poches plus légères. Soit vous pensez qu'il y a une vie après le 21 décembre et ça vaut le coup de faire en sorte qu'ensemble elle soit la plus libre

possible...

Et dans les deux cas mieux vaut être accompagné d'un adorable chaton qui ainsi sauvé vous en sera éternellement reconnaissant.

Merci de votre confiance et de [votre soutien](#),

Alexis Kauffmann (pour Framasoft)

-> [Pack Liberté 2](#)



Ça a débuté comme ça, par un

simple tweet sur le peigne liturgique...

Aujourd'hui c'est le top départ de la désormais traditionnelle [levée de fonds](#) annuelle et internationale visant à financer et soutenir tous les projets de la [fondation Wikimedia](#), l'encyclopédie Wikipédia en tête.

Vous ne le savez peut-être pas mais les dons collectés en France se partagent pour moitié entre la fondation et l'association [Wikimédia France](#).

Il y a deux ans nous avons relayé un [excellent reportage](#) de la télévision suisse qui précisait la destination et illustrait l'usage des dons helvètes. Cette année nous vous proposons de mettre modestement en avant une action [parmi tant d'autres](#) de Wikimédia France : le [partenariat](#) avec le [Musée de Cluny](#).

Je cite ce dernier (Elisabeth Taburet-Delahaye *Conservateur général du Patrimoine, directrice du musée de Cluny* et Claire Séguret *Responsable adjointe Communication et Mécénat, musée de Cluny* [sur le blog du Ministère de la Culture](#)) :

L'encyclopédie Wikipedia est aujourd'hui au cœur des pratiques quotidiennes de nos visiteurs, mais également des universitaires et des conservateurs. En mars 2012, Wikimedia Foundation se classe 5e groupe français en terme d'audience sur Internet.

En étant présent sur cette formidable plateforme, le musée répond à sa mission première de diffusion du savoir et va à la rencontre d'un large public. L'amélioration d'articles existants ou la création de nouvelles entrées sont également une possibilité pour l'établissement, au moment même de la refonte de son site, de sensibiliser ses équipes aux spécificités de l'écriture pour le web, mais aussi aux

notions d'outil collaboratif ou à la question des licences libres. C'est également l'occasion d'un travail collectif au sein du musée, transcendant les habituels cloisonnements.

Et c'est ainsi que [deux ateliers](#) ont été organisés en juin dernier. Pour en savoir davantage nous vous invitons à écouter le très intéressant entretien ci-dessous (vidéo réalisée par [Buzzeum](#)).

Mais ce qui est également intéressant c'est l'originalité de la toute première prise de contact dont il est rapidement fait mention dans l'entretien : un simple tweet d'Adrienne Charmet-Alix, directrice des programmes de l'association, s'étonnant du peu d'informations concernant un objet du musée, le peigne liturgique. Et rien non plus sur Wikipédia, pas d'article !

Qu'à cela ne tienne, une fois à la maison elle s'attelle à la tâche pour réparer cette *incongruité*. Mais nouveau problème : l'absence d'image pour illustrer le propos, tant il est vrai qu'il y a des articles qui se bonifient grandement avec des photos ad hoc

Alors elle interpelle gentiment le [compte Twitter du musée](#) via [son propre compte](#) :

@museecluny j'ai créé sur [#wikipedia](#) l'article Peigne liturgique suite à ma visite dimanche <http://bit.ly/kq8sGQ> , vs auriez des photos 1/2

– Adrienne CharmetAlix (@AdrienneAlix) [Mai 17, 2011](#)

Et :

@museecluny à fournir à partir de vos collections (ou prises par vous) pr illustrer mieux l'article ? Et pourquoi pas du contenu ? 2/2

– Adrienne CharmetAlix (@AdrienneAlix) [Mai 17, 2011](#)

Ceci fit prendre conscience à l'animatrice du compte (en l'occurrence Claire Séguret) qu'il y avait une demande et un besoin. Et c'est ainsi que l'aventure commença...

Fin de l'histoire, Je peux désormais vous donner le lien vers l'article (illustré) [Peigne liturgique](#) de Wikipédia et vous inviter à [suivre ce lien](#) ☐

L'April et Framasoft joignent leurs efforts pour plus d'accessibilité... libre !

Avec le concours du [groupe de travail accessibilité et logiciels libres de l'April](#), une nouvelle rubrique vient de voir le jour dans l'annuaire des logiciels libres [Framasoft](#) : la rubrique [« Accessibilité, technologies d'assistance »](#), classée dans la rubrique utilitaires.

Il s'agit ainsi de donner plus de visibilité à des logiciels libres d'accessibilité. En effet, certaines personnes nécessitent l'utilisation de technologies spécifiques pour utiliser leur ordinateur. Par exemple, une personne qui ne pourra pas voir son écran pourra utiliser un logiciel qui décrira oralement ce qui s'y passe et lui permettra de naviguer à l'aide de raccourcis clavier, en remplacement de la souris.

Le groupe de travail accessibilité de l'April a commencé à [recenser les logiciels libres existant](#), certaines notices et

[tutoriels sont déjà rédigés](#). Mais il reste encore beaucoup de travail pour alimenter cette nouvelle rubrique accessibilité sur le site de Framasoft. En joignant leurs efforts, c'est le pari de la promotion et de la progression de la liberté et de l'accessibilité que l'April et Framasoft souhaitent relever ensemble.

Toutes les bonnes volontés sont invitées à contribuer ! Pour savoir comment participer, rendez-vous sur :

- [Le site de Framasoft : participer !](#)
- [Contribuer dans le groupe accessibilité de l'April.](#)

Vous pouvez aussi nous contacter à l'adresse accessibilite@april.org.

PS : Et puisqu'on parle de l'April et Framasoft, je signale également cette [présentation vidéo](#) de notre permanent Pierre-Yves Gosset.

L'ADN de la Framakey dans la Trousse Numérique des collégiens

L'un des intérêts majeurs du logiciel libre, c'est la possibilité de pouvoir l'adapter à ses besoins. Cependant si on nous avait dit, il y a cinq ans, que le projet [Framakey](#) inspirerait des projets de diffusion de clés USB bourrées de logiciels libres dans les écoles, collèges et lycées, je ne suis pas certain que nous



l'aurions cru.

Et pourtant ! Après avoir compté [plus d'une dizaine de projets « inspirés par la Framakey »](#), nous ne pouvons que nous réjouir de voir que le mouvement se poursuit.

Ainsi, lorsque nous avons appris que le CRDP de l'Académie de Montpellier avait réalisé une [« Trousse Numérique »](#) à destination des élèves entrant en 6ème, nous avons naturellement eu envie d'en savoir plus en interviewant son chef de projet

Si vous avez connaissance de projets utilisant la Framakey (ou des équivalents) dans un cadre pédagogique, n'hésitez pas à vous manifester dans les commentaires !

<teasing>D'ailleurs, Framasoft a dans sa besace plusieurs projets libres en rapport avec l'éducation. Notamment un Framadvd « École » et des clés USB dédiées à ce public, pleines de ressources libres, et mon petit doigt me susurre qu'on pourrait même y retrouver une encyclopédie libre bien connue. Plus de nouvelles d'ici la rentrée</teasing>

Trousse Numérique – Entretien avec Stephen Lede-Khali

Bonjour Stephen, pouvez-vous vous présenter rapidement ?

Bonjour, je me nomme Stephen Lede-Khali et je suis Chargé de Mission TICE (Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement) au Centre Départemental de Documentation Pédagogique du Gard. Professeur des écoles, je suis devenu animateur TICE de circonscription avant d'être détaché au CRDP de l'Académie de Montpellier. Je m'occupe du développement des TICE au Centre Départemental de Documentation Pédagogique du Gard en direction des usagers ce qui m'amène à des missions de formation, d'expertise et de conseil à destination des enseignants (premier et second

degré) mais aussi des collectivités locales concernées par l'éducation. Dans le cadre de mes missions, je suis chef du projet « Trousse Numérique » au CRDP de l'Académie de Montpellier : j'ai animé une équipe pour concevoir cette clé USB et en ai pensé les principales adaptations.

Le CRDP de l'Académie de Montpellier est un établissement au service de l'accompagnement des priorités des politiques éducatives nationale, académique et départementale. Il est opérateur académique de ressources pour l'Éducation, en liaison et collaboration avec l'ensemble des institutions et acteurs de ces politiques. Parmi les missions du CRDP figurent :

- la production, la diffusion et la mise à disposition de ressources documentaires, pédagogiques, éducatives, sous tous supports à travers son réseau de médiathèques, ses librairies et son site internet ;
- le développement, la promotion, et l'accompagnement dans l'usage des technologies de l'information et de la communication;
- l'édition, principalement à partir de réflexions et de pratiques issues de l'expérience quotidienne des acteurs de l'Éducation nationale ;
- le développement et la promotion de l'éducation artistique et de l'action culturelle ;
- l'animation des CDI (Centres de documentation et d'information) des établissements d'enseignement ;
- la formation des enseignants et des intervenants artistiques à l'utilisation des ressources éducatives.

Le CRDP favorise tous ces usages par des activités de veille, d'expertise, de conseil, d'accompagnement de projet et d'animation.

Votre CRDP a conçu une clé dérivée de la « Trousse Numérique », elle même adaptée de la Framakey. Pouvez vous nous en dire plus sur ce projet ?

Le projet est né d'une discussion entre un élu de la ville d'Alès, la directrice du CDDP et moi-même. La municipalité souhaitait doter les élèves de CM2 entrant en 6ème d'une clé USB à la place du dictionnaire qui était distribué jusque là. Ces clés USB devaient pouvoir être utilisées en classe mais aussi au domicile de l'élève avec ses parents. La Ville d'Alès en a confié la conception et la réalisation au CDDP du Gard.

En septembre 2009 une convention a été signée entre le CRDP de l'académie de Montpellier et la Ville d'Alès. Étant donné que nous n'avions jamais développé de clé USB, nous avons pris contact avec un autre CRDP (celui de Versailles) qui avait développé une première version de la Trousse Numérique pour la ville d'Élancourt. Après quelques échanges avec Johan Pustoch et Julien Delmas, concepteurs de la Trousse Numérique au CRDP de Versailles, nous avons décidé de développer une nouvelle Trousse Numérique car la Framakey avait été mise à jour entre temps.

Quelles sont les adaptations spécifiques que vous avez réalisées ?

la dernière version de la Framakey dispose d'une nouvelle interface sur laquelle nous nous sommes basés pour développer notre Trousse Numérique. Celle-ci a le même visuel et les mêmes couleurs que celle développée par la CRDP de Versailles mais nous avons travaillé sur le contenu de cette clé et avons réalisé des adaptations à destination d'élèves de CM2.

La Trousse Numérique élaborée par la CRDP de l'Académie de Montpellier comporte tout d'abord une toute nouvelle arborescence adaptée au niveau de langue des élèves de CM2 pour leur permettre de mieux se repérer lorsqu'ils l'utilisent. Par exemple, nous avons remplacé la catégorie « Internet et multimédia » par la catégorie « Internet, musique et vidéos » car elle nous semblait plus signifiante pour des enfants de CM2. Les autres catégories sont organisées par type d'actions tels « Je lis, j'écris », « Je joue » afin

de faciliter la navigation pour un élève de CM2.

Une autre adaptation a été également réalisée au niveau de la sélection de logiciels afin qu'elle soit en adéquation avec les besoins d'un élève de CM2 (nous avons par exemple supprimé le raccourci vers OpenOffice.org Base bien que le logiciel soit toujours présent sur la clé).

A la demande de la municipalité nous avons ajouté des dictionnaires car cette clé vient remplacer ceux donnés au préalable aux élèves. Le Littré entier est stocké sur la clé USB et nous proposons également un lien vers le Larousse en ligne après avoir obtenu l'autorisation de la société Larousse. Par ce fait, le principe de liens sur l'interface de la clé a été introduit.

Ces liens sont également utilisés par la sitographie proposée sur la clé. L'interface de celle-ci pointe vers les sites des collèges du secteur car certains d'entre-eux proposent des conseils pour permettre à l'élève de préparer sa rentrée en 6ème. Nous avons ajouté dans cette rubrique le lien vers le site de l'académie en ligne qui permet de réviser et préparer sa rentrée en 6ème.

Enfin, il s'agit d'une clé hautement personnalisée et destinée avant tout aux élèves de la ville d'Alès : le logo de la ville figure sur la clé, le député-maire d'Alès a écrit un mot à destination des élèves (chose que l'on retrouve également sur la version d'Élancourt développée par le CRDP de Versailles) et chaque clé est identifiée : à la première connexion, l'élève est invité à entrer son nom et son prénom qu'il peut retrouver en cliquant sur « A qui appartient cette trousse ? »

Nous avons enfin ajouté une partie « Mes livres » dans laquelle figure des livres numériques à disposition des élèves. L'album *Lily writes*, album en anglais édité par le CRDP de l'Académie de Montpellier, y figure en version pdf avec la transcription sonore ainsi que deux extraits des

Petites Histoires de l'Art, éditées par le CRDP de l'académie de Montpellier.

Comment vous y êtes vous pris pour réaliser ces adaptations, et quelles difficultés avez-vous rencontré ?

Ces adaptations ont d'abord nécessité de repenser totalement l'interface de la clé afin qu'elle soit facile à utiliser pour un élève de CM2. Nous avons cherché une cohérence dans la navigation tout en évitant la complexité et la redondance des menus.

Après modification des thèmes, nous avons travaillé avec le développeur web du CRDP autour des aspects techniques en concertation avec le CRDP de Versailles qui avait déjà réalisé des adaptations et nous a guidé dans notre travail. En tant que débutants, l'expérience de nos collègues a été primordiale et nous a permis de faire évoluer le produit selon nos désirs.

La clé comporte également des produits éditoriaux du CRDP de l'Académie de Montpellier. Il a fallu travailler sur ce point avec le service Édition pour régler les questions juridiques et les droits à payer à nos auteurs qui ont accepté que leur travail figure sur la clé USB sous une forme numérique, ce qui était une première pour nous. Notre infographiste a travaillé sur ce point afin que la forme numérique soit optimisée pour une lecture à l'écran.

Enfin, de nombreux collègues du CRDP ont apporté leur aide tant par leurs conseils que pour les devis réalisés ou la relecture et les test finaux de la clé.

En tout, la conception de la clé s'est échelonnée sur environ 3 semaines avec une semaine de travail intensif exclusivement consacré à la Trousse Numérique. Le master a ensuite été envoyé à un fabricant qui a réalisé l'ajout des données et la tampographie avec le logo de la ville et [l'adresse du site web](#) en 3 semaines.

Ces adaptations sont-elles sous licences libres ?

Tous les logiciels présents sur la Trousse Numérique sont libres et ont été portabilisés par Framasoft.

En revanche, les livres numériques de la clé USB ne sont pas libres de droits. En effet, ils sont couverts par des droits d'auteur afin de garantir la rémunération de leurs auteurs et des éditeurs qui nous ont exceptionnellement autorisés à utiliser leur travail dans ce cadre.

De même, le logo de la Ville d'Alès n'est pas libre de droit.

Notre Trousse Numérique est libre à 95% : toute l'interface est libre ainsi que la majorité des logiciels car notre objectif est de fournir une interface adaptée aux élèves de cycle 3 entrant en 6ème. Libre à chacun d'y ajouter ses ressources propres par la suite (c'est ce que nous avons fait en incluant la version numérique de productions éditées par le CRDP de l'Académie de Montpellier).

Pourriez vous nous donner votre avis sur la situation du libre dans l'éducation ?

Actuellement, de nombreux enseignants utilisent des logiciels libres dans leurs pratiques pédagogiques et à destination des apprentissages de leurs élèves. Ainsi, la suite bureautique OpenOffice.org est présente dans de nombreux établissements scolaires tout comme le navigateur Firefox. Dans l'académie de Montpellier, le Rectorat met en œuvre le plan ENT 4-5-6 (Environnement Numérique de Travail 4-5-6) basé sur des logiciels libres et qui concernera à terme tous les établissements scolaires de la région.

Ces solutions cohabitent parfaitement avec d'autres environnements de travail et d'autres solutions logicielles au service des apprentissages des élèves mais aussi de la créativité des enseignants et de leur investissement.

Parlons plus spécifiquement de pédagogie. Une clé USB à l'école : pour quoi faire ?

Cette clé USB est comme son nom l'indique une véritable « trousse ». A l'image de la trousse réelle, elle permet à l'élève d'emporter ses outils partout avec lui et de les avoir à portée de main quel que soit l'endroit où il se trouve (école, domicile, espace public numérique, cyber-base, médiathèque, cyber-café), c'est aussi un espace de stockage de près d'1 Go, ce qui permet de nombreuses applications.

Outre les traditionnelles activités de traitement de texte ou de navigation, on peut très bien imaginer de monter des séances pédagogiques entièrement avec cette clé. Par exemple, l'album en anglais *Lilly writes* comporte une version lue et peut être étudié en classe avec les élèves qui pourront chez eux le réécouter. Le logiciel Audacity présent sur la clé et l'espace de stockage peut permettre à chaque enfant de s'enregistrer et de conserver son travail pour le présenter à son enseignant.

C'est aussi un outil de liaison entre les différents membres d'une équipe éducative : enseignants, intervenants linguistiques, animateurs d'espaces publics numériques ou de cyber-base mais aussi les parents d'élèves. En effet, cette clé peut permettre de découvrir ensemble des ressources à utiliser après l'école telles l'Académie en ligne mais aussi de se documenter sur la rentrée en 6ème.

Comment envisagez-vous l'avenir de ce projet ?



Cette clé a intéressé d'autres collectivités (une version a été conçue pour les municipalités de Lasalle, Sainte Croix de Caderle et Cognac) pour laquelle nous avons conçu une Trousse Numérique personnalisée « Bien Vivre en Cévennes ». A court terme, nous songeons donc à une première mise à jour de la clé et à un nouveau cycle de développement basé sur la nouvelle Framakey mais nous réfléchissons à d'autres perspectives à moyen terme. Ainsi, nous envisageons de travailler de manière encore plus conjointe avec le CRDP de Versailles avec la refonte du site www.trousse-numerique.fr et l'ajout de nouveaux contenus tout en gardant la spécificité de chaque clé (et notamment l'aspect personnalisation de celle-ci). De même, un groupe de travail étudie l'évolution de cette clé. Nous réfléchissons à ses déclinaisons dans les différents cycles mais aussi aux ressources que l'on pourrait y insérer car c'est l'une des plus-values majeures de cette clé éducative.

Merci Stephen, et bonne diffusion !

Inauguration du CF2L – Allocution du président de l'Université Paris Diderot

Le 5 février 2010 était inauguré à l'Université Paris Diderot le premier [Centre de Formation Logiciels Libres](#) (ou CF2L) dans le cadre de l'Université numérique Paris Île-de-France (UNPIIdF).

Nous en avons annoncé ici-même la [création](#) et participé à diffuser le [programme](#).

Cet évènement témoigne de l'intérêt croissant de l'université en général et de celles d'Île-de-France en particulier pour le logiciel libre. J'en veux pour preuve supplémentaire la présence de deux présidents et un vice-président d'université lors de cette inauguration.

Partie prenante de la formation, Framasoft était représenté par [Pierre-Yves Gosset](#) et moi-même. D'ordinaire les traditionnels discours officiels ont quelque chose de lisse et de convenu. Or nous avons été très agréablement surpris par l'acuité et la justesse des propos tenus ce soir-là. C'est aussi à cela que l'on mesure le chemin parcouru.

Mention spéciale à Vincent Berger, président de l'Université Paris Diderot et hôte de la manifestation, dont l'intervention m'a tant et si bien marquée que je n'ai pu m'empêcher de l'aborder pour lui demander l'aimable autorisation de la reproduire sur le Framablog.

Qu'il en soit ici chaleureusement remercié. Pour son accord, mais aussi et surtout pour être à la tête d'une université qui fait la part belle à un logiciel libre malicieusement associé ici à un oxymore.



De gauche à droite sur la photographie ci-dessus^[1] :

- Michel Moreau-Belliard – Chef de projet de l'Université Numérique Paris Île-de-France (UNPÎdF)
- Vincent Berger – Président de l'Université Paris Diderot
- Jean-Claude Colliard – Président de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de l'Université Numérique Paris Île-de-France (UNPÎdF)
- Arnaud Ducruix – Vice-Président de l'Université Paris Descartes, représentant Axel Kahn, Président de l'Université Paris Descartes

Intervention Président Berger

Inauguration du Centre de Formation aux Logiciels Libres

Vendredi 5 février 2010

Salle des thèses, Université Paris Diderot

Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

Nous le savons tous et vous le savez mieux que quiconque, la société de l'information qui est la nôtre est une société de la circulation : circulation des savoirs, circulation des

données, circulation des signes. Qui a accès aux moyens de cette communication peut espérer prendre part à cette société de l'information et en être un acteur.

On sait combien l'économie du partage des savoirs est aujourd'hui un enjeu complexe. On sait aussi combien le large accès aux moyens de l'information est un enjeu politique au sens le plus large et le plus noble du terme. L'accès à ces moyens d'information conditionne la réalité de l'exercice démocratique dans un monde aux cultures et aux pratiques toujours plus intégrées et globalisées.

Dans ce contexte, on sait quel est le rôle charnière de l'université. Sa mission hier comme aujourd'hui est de garantir l'accès du plus grand nombre à des savoirs et à des compétences complexes. Son rôle dans l'économie de la connaissance et de l'information lui enjoint de jouer un rôle ambitieux et volontaire dans la promotion et la diffusion d'une culture du partage.

En cela, la pratique universitaire – qu'elle soit pédagogique ou scientifique, qu'elle se déploie dans une salle de TD ou un laboratoire – participe du même esprit que celle du logiciel libre. La dynamique collégiale, l'énergie collective qui ont rendu le développement du logiciel libre possible relève de la même éthique du partage que celle de la recherche et de l'enseignement.

Les outils numériques ouverts ont connu un essor tel qu'aujourd'hui ils répondent à la quasi intégralité de nos besoins en technologie informatique. Accompagner leur développement, former les utilisateurs et les développeurs à leur utilisation et à leur développement, est désormais aussi la tâche de l'université. Le Centre de Formation aux Logiciels Libres (CF2L) répond à cet impératif.

Dans sa conception et sa gestation, ce Centre est aussi exemplaire d'une autre forme de dynamique collaborative que

nous défendons aussi : celle qui doit permettre à des universités de dépasser leur logique propre pour faire advenir des synergies porteuse d'avenir, porteuse de nouveau. C'est le cas de l'Université Numérique Paris Ile de France, pilotée par l'université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, dont l'une des actions est d'offrir en mutualisation des formations à destination des personnels, quels qu'ils soient, appartenant aux universités franciliennes. C'est aussi le cas du RTC (Regional Training Center), aujourd'hui hébergé par l'Université Paris Descartes, une initiative de l'Université numérique et d'Apple pour former les personnels des universités de la région parisienne aux usages du numérique. En 2011 devrait ouvrir aussi un centre de formation aux outils Microsoft.

Le Centre de Formation que nous inaugurons aujourd'hui s'inscrit dans ce même esprit. Il témoigne de l'investissement ancien de notre établissement dans l'usage et la défense du logiciel libre. L'UFR d'informatique a eu, dès le début des années 80, une action très volontariste dans l'usage et la promotion du numérique ouvert, avec la pratique d'Unix par exemple. L'Université a, dès les années 90 promu l'usage systématique de systèmes d'exploitation libres au sein du Service Commun de Ressources Informatiques Pédagogiques et Technologiques (le SCRIPT), dirigé aujourd'hui par Olivier Cardoso. De nombreux enseignements s'appuient sur des logiciels libres.

J'ouvre ici une parenthèse, j'aime beaucoup l'expression « logiciel libre » qui a le charme des oxymores, comme « la force tranquille ». Je me rappelle que lorsque j'étais étudiant en Maths spé, on employait une technique d'intégration qui répondait au nom épatant de « méthode de la variation de la constante ». Le programme d'une révolution, en somme.

Le « logiciel libre » ressemble à la variation de la constante, parce que justement, le logiciel est une succession d'actions élémentaires qui sont censées s'enchaîner

« logiquement », c'est-à-dire tout le contraire de la liberté. Je me rappelle aussi de mon sujet de philosophie au baccalauréat, qui s'intitulait « l'acte libre existe-il ? ». Je ne soupçonnais pas un instant que cette courte question deviendrait, bien au delà du petit tracas d'une dissertation de trois heures, le questionnement de toute une vie. Récemment, dans le cadre des discussions sur l'attribution des primes à l'université, nous avons été amenés à discuter de l'excellence, du mérite. Nous nous sommes vite rendu compte que la complexité de la discussion résidait dans le fait que nous touchions ici foncièrement à la question de la liberté. Si quelqu'un réussit davantage dans ses recherches simplement parce qu'il est plus intelligent, parce que le logiciel de ses gènes l'a programmé à être doué de capacités hors normes, peut-on parler de mérite ? Si c'est au contraire son éducation qui l'a programmé à faire preuve des qualités nécessaires pour atteindre l'excellence, où est le mérite ? Le mérite n'est-il pas lié intimement à la possibilité d'un acte libre ? La vie dans son ensemble est-elle un enchaînement logiciel d'actions complexes mais logiques, où laisse-t-elle place à la libre construction de son destin ? Cette expression, le « logiciel libre », m'évoque donc cet éternel sujet de philosophie.

Mais revenons à notre inauguration. Le Centre de Formation implanté à Paris Diderot constitue la suite logique de cet investissement de longue date dans l'économie du logiciel libre. Développé en partenariat avec Paris Descartes, il est aussi un exemple concret des partenariats lancés entre nos deux établissements afin de renforcer notre action commune dans le paysage universitaire francilien et national.

On le sait la liberté a de nombreux visages. L'économie ouverte du logiciel libre est de celle qui permettront demain, comme aujourd'hui, un plus libre partage des compétences informatiques. Nous ne pouvons que nous féliciter de la création de ce centre et remercier tous les collègues qui ont travaillé à sa mise en place, dont Jean-Baptiste Yunès et

Thierry Stoehr qui ont été la cheville ouvrière du projet et qui défendent avec une énergie inlassable le développement des TICE et du logiciel libre dans notre établissement.

L'action citoyenne de notre établissement passe aussi par le soutien à cette action et je souhaite réaffirmer que, parmi les nombreux chantiers qui sont les nôtres, le développement de ces technologies engage notre avenir pédagogique. Il engage aussi notre mission de diffusion des savoirs. De cette diffusion nous sommes aussi comptables avec vous.

Je vous remercie.

Notes

[1] Crédit photo : Université Paris Diderot

Ubuntu et Mozilla : l'inévitable alliance pour résister à Google ?

Je suis de ceux qui pensent que le futur [Chrome OS](#) de Google est susceptible de bousculer les hiérarchies établies.



Pour rappel Chrome OS sera un système d'exploitation reposant uniquement sur le navigateur Chrome. Tout se fera en ligne, [dans les nuages](#), et si vous n'allumez plus votre machine que

pour aller sur Gmail, Reader, Twitter ou Facebook, alors vous êtes une cible toute indiquée.

Imaginons en effet que les premiers ordinateurs Chrome OS, prévus pour la fin de l'année 2010, soient un succès. Hypothèse plausible parce qu'un netbook sexy, peu cher, rapide au boot (on parle de 5 secondes) et rapide à la navigation (et encore plus rapide sur les services Google : Gmail, Docs, YouTube, Maps, etc), ça peut tenter même les plus rétifs.

Si le succès est donc au rendez-vous alors vous pourrez toujours arriver avec vos beaux (mais anciens) discours de migration vers des alternatives libres (change ton Internet Explorer pour Firefox, change ton Windows pour GNU/Linux), les gens s'en foutront complètement. Cela n'aura aucune prise sur eux, s'ils ont déjà entre les mains ce nouveau terminal vélocé et sécurisé, qui se met à jour tout seul, et qui ne demande aucune installation classique du moindre logiciel (du reste la notion même de logiciel disparaît, quant à nos bons vieux fichiers ils ne se portent guère mieux).

D'ailleurs si on se regarde un peu le nombril, c'en est également fini du service global que rend le réseau Framasoft, mais j'y reviendrai dans un futur billet^[1].

La menace est réelle (d'autant que Google [met le paquet](#) comme jamais niveau marketing pour le faire connaître). Il eut été rassurant qu'elle vienne du Grand Méchant Microsoft, mais c'est ici bien plus complexe que ça, puisque c'est du [plus grand contributeur mondial open source](#) qu'il s'agit. Et pour couronner le tout il existe une version libre du navigateur Chrome et de Chrome OS avec la sous-couche [Chromium](#).

Certes, en terme de parts de marché, le navigateur Chrome tient toujours une place modeste. Mais comparons les statistiques du Framablog il y a un an : Firefox 68%, Internet Explorer 21% et Chrome 1% à celles d'aujourd'hui : Firefox 66%, Internet Explorer 14% et Chrome 7%. La croissance est

significative. Bien sûr c'est avant tout Internet Explorer qui en a pâti, mais Firefox a stagné et même, pour la première fois, un peu baissé.

Or le public de ce blog est un public disons... « averti ». Il est sensibilisé au Libre et compte aujourd'hui, parmi ses visiteurs, 32% de GNU/Linux. Comment expliquer cette forte avancée de Chrome au détriment de Firefox ? J'ai un peu peur d'en connaître la raison : bien que fort jeune Chrome est déjà un excellent navigateur qui dépasse techniquement et ergonomiquement Firefox dans bien des domaines (surtout ne l'essayez pas sous Linux avec la rapidité de Firefox en tête !). D'accord, le panda roux vient de sortir [en version 3.6](#) mais Chrome n'est pas en reste puisque son nouveau millésime 4.0 vient faire tomber l'un des dernières barrières que constituait l'absence d'extensions.

Donc la qualité est là. Et puisque nos usages informatiques se concentrent désormais presque exclusivement sur Internet, la situation est mûre pour que Chrome OS vienne se faire rapidement une place au soleil, en court-circuitant complètement le parcours balisé qui souhaitait inciter les utilisateurs à substituer leur Windows pour du GNU/Linux. Comme dans le même temps Mac OS X continue sa progression (10% sur le Framablog), on pourrait bien se retrouver à terme avec une situation où les trois géants que sont Microsoft, Apple et Google se partagent le marché des OS grand public en laissant totalement à la marge GNU/Linux.

GNU/Linux abandonnerait alors son ambition grand public pour revenir à la case départ des serveurs et n'être plus qu'un OS pour « experts bidouilleurs », ce qu'il avait un peu cessé d'être pourtant avec l'avènement de la populaire distribution Ubuntu.

C'est pourquoi non seulement Firefox est en danger mais également Ubuntu. Du coup, l'article ci-dessous tire le bilan de la nouvelle donne et suggère fortement une association

Mozilla Ubuntu pour tenter de contrarier la marche triomphante de Google (on aurait pu s'attendre à une association Mozilla [Canonical](#) plutôt, soit dit en passant).

Ce n'est pas idiot. Pour Mozilla et Ubuntu d'abord, mais aussi pour le logiciel libre dans son ensemble qui a beaucoup à perdre dans l'histoire. Parce qu'au final quelle est la plus grande différence entre Mozilla et Google ? Comparer [Le Manifeste](#) de l'un et [Les conditions d'utilisation](#) de l'autre vous donnera peut-être un début de réponse...

Ubuntu et Mozilla : L'inévitable alliance

Ubuntu and Mozilla: The inevitable alliance

*Ronnie Whisler – décembre 2009 – Buntufu.com
(Traduction Framalang : Olivier et Goofy)*

Les spéculations sont au journalisme technique ce que sont les prophéties à la religion. Elles n'ont d'importance, de crédibilité ou de génie que si elles se révèlent exactes. Il ne nous viendrait toutefois pas à l'idée de publier un article technique sans y risquer quelques spéculations. Spéculez sur quelques idées folles, c'est l'étincelle qui enflammera la créativité de certains individus ou de certaines entreprises. Vous voyez où je veux en venir ? Tant mieux, parce que cet article est entièrement conçu à partir de cela. En d'autres termes, tout ce que vous trouverez dans cet article n'est que pure spéculation, je n'ai aucune preuve pour étayer mes dires.

Commençons par une revue des forces en présence. À ma droite, vous avez Mozilla qui nous a prouvé que la guerre des navigateurs n'est pas terminée et que Microsoft n'est pas intouchable. À ma gauche, vous avez Ubuntu qui nous a prouvé que Linux sur l'ordinateur personnel n'est pas une utopie, qu'il peut être simple et populaire. Et finalement, il y a Google qui s'est inspiré des succès des deux autres protagonistes et qui travaille sur son propre système

d'exploitation basé sur Linux, dont la pièce maîtresse est le navigateur Chrome.

Certains vous diront que c'est l'évolution. J'appelle plutôt ça tacler ses concurrents en s'appuyant sur leurs points forts et en insistant bien sur le fait que c'est un système d'exploitation tourné vers le Web dédié aux netbooks. Ça n'est, pour moi, rien d'autre qu'un stratagème pour éviter que la concurrence ne réagisse en formant des alliances avant que Chrome OS ne dévoile tout son potentiel.

Est-ce à dire que je pense que Google c'est le mal ? Non. Cependant, un grand pouvoir implique de lourdes responsabilités, mais leur puissance est telle que céder à la tentation serait facile. La tentation étant ici de tuer toute compétition pour faire rentrer plus d'argent plus facilement et faire gonfler les bénéfices. Dieu seul sait le retard qu'a pris l'Ère du Numérique parce que les hommes et les femmes à la tête de certaines grosses entreprises ont cédé à la tentation. Honte à vous tous.

Ceci étant dit, considérons les points de friction qui pourraient naître entre Google d'un côté et Mozilla et Ubuntu de l'autre si le système d'exploitation Chrome OS devenait populaire. On pense évidemment en premier lieu aux revenus de Mozilla, dont Google est la principale source. Google pourrait commencer à réduire sa rétribution au clic ou à la recherche. Google pourrait étoffer les fonctionnalités de Google search et réserver ses innovations à son navigateur pour vous pousser à utiliser Chrome, etc. On pourrait encore spéculer longtemps comme ça. Mais on a mieux à faire, non ?

La situation entre Google et Ubuntu me rappelle celle de Microsoft et Sega. Vous souvenez-vous de ce qui s'est passé quand Microsoft a aidé Sega à créer la Dreamcast ? Moi je m'en souviens ! Sega n'a pas tenu longtemps et Microsoft a lancé la Dreamcast 2... pardon, la Xbox. Quelque chose me dit que ce scénario pourrait bien se reproduire ici. Canonical devrait

rester sur ses gardes. Rien n'empêcherait Google de racheter Ubuntu/Canonical évidemment. Ça ne serait pas si surprenant, après tout, si Mark Shuttleworth sait faire quelque chose, c'est bien créer une société avec le vent en poupe et la revendre avec un joli profit.

Maintenant, si Mozilla et Ubuntu/Canonical venaient à s'allier, ils devraient avoir le poids pour rivaliser avec Google ou n'importe qui d'autre. De toutes façons face aux autres grosses entreprises, ils ne peuvent pas se contenter d'être passifs au risque de se faire écartier du marché qu'ils ont aidé à créer. Fini le temps des « On verra ». L'heure est venue de se préparer pour le futur et de choisir des alliés solides.

Notes

[1] Crédit photo : [Jane Rahman](#) (Creative Commons By)